

LE DEVOIR

Vol. LXXXVII - No 196

MONTRÉAL, LE JEUDI 22 AOÛT 1996

88c + TPS + TVQ / Toronto 15

PERSPECTIVES

Vendre son stéthoscope au diable

Par une faible marge, les médecins canadiens ont refusé *in extremis* cette semaine de se mouiller les premiers dans la marre trouble de la privatisation du système de santé. Mais le débat n'est pas clos, car ceux qu'on croyait fin prêts à ouvrir une brèche dans le système de santé public canadien appellent déjà les autres partenaires sociaux à se mettre à table lors d'un débat national qui se ferait à l'échelle du pays. Les médecins, comme les politiciens, craignent comme la peste d'être affublés du titre de fossyeurs du régime de santé. Qui donc fera le premier pas?

R efoulés de justesse cette semaine lors de l'assemblée générale de l'Association médicale canadienne (AMC), les élan en faveur de la privatisation ne datent pas d'hier. Depuis 1987, l'idée de «redéfinir» l'universalité des soins de santé dort dans les cartons de l'organisme qui regroupe les médecins des dix provinces. Pour combattre l'explosion des coûts du système, on avait, à cette époque, commencé timidement à suggérer que le patient puisse assumer lui-même certains soins jugés non nécessaires au plan médical. Mais ce n'est que l'an dernier, attisée par la tourmente soulevée par une marée de compressions, que l'idée a de nouveau refait surface, dans une version cette fois autrement moins timorée. Sans ambages, on s'en prenait à la vache sacrée que représente le système de santé public dans l'esprit de plus d'un Canadien.



Isabelle Paré

Dans une proposition qui a fait date, l'association médicale prônait ni plus ni moins le libre choix pour les patients et faisait de la privatisation l'un des plats de résistance de son grand bivoac annuel. Pour soulager le système public, pourquoi ne pas permettre à ceux qui en ont les moyens de payer pour obtenir des services de santé dans un système de santé parallèle?

Les opposants à la privatisation ont alors soutenu que tout pas dans cette direction creuserait invariablement la tombe du système de santé public, que les plus pauvres n'auraient plus droit qu'à un système sous-financé, que les meilleurs médecins auraient déjà fui en quête de meilleures conditions de travail.

Dans l'émoi, la proposition fut battue l'an dernier par seulement 20 voix, laissant aux tenants de la privatisation tout le loisir de revenir en force cet été avec une nouvelle proposition de leur cru.

Bien qu'au Québec l'idée ne soulève pas les passions de la confrérie médicale, les médecins de Colombie-britannique et d'Ontario en sont devenus les porte-étendards jusqu'à la semaine passée. Harcelés par le gouvernement Harris, qui a plafonné leurs salaires et réduit les dépenses de santé, les médecins ontariens se disent même prêts à faire la grève pour que cessent les compressions dans le système de santé. Dans leur colère, les médecins voient en la privatisation la seule porte de sortie pour éviter l'effondrement de ce qui reste de leur réseau public et l'exode de plusieurs de leurs collègues médecins vers l'Éldorado américain.

Il fallait entendre cette semaine les médecins albertains décrier avec force cette semaine le marasme vécu dans certains hôpitaux et cliniques de leur province pour recruter des adeptes à leur proposition de privatisation.

Or, les médecins ont vite été ramenés à la réalité par leur président qui a compris que tout le débat sur la privatisation est devenu éminemment politique, bien plus qu'économique. Toute tentative visant à égratigner le sacro-saint régime de santé public ne ferait que le jeu du gouvernement fédéral qui, encore cette semaine, continue de jouer les vierges offensées quand on ose parler de remettre en question l'universalité du régime.

Il n'y avait qu'à entendre le ministre de la Santé, David Dingwall, réaffirmer cette semaine devant les membres de l'AMC que l'intégralité du système de santé public constituait «l'essence même» de ce que constitue le Canada, pour comprendre que l'argument économique n'a rien à voir dans le débat. Bien conscient que les sondages démontrent que 60 % des Canadiens s'opposent à toute forme de privatisation de leur système de santé, le ministre Dingwall a même joué du violon en ajoutant qu'abandonner les valeurs qui ont présidé à la création du régime de santé canadien équivaudrait à «perdre notre âme».

Pas question de vendre son âme au diable, surtout à quelques mois d'une nouvelle élection fédérale. Stratèges, eux aussi, les médecins ont choisi de ne pas s'offrir en pâture en donnant au gouvernement un bouc émissaire de choix lui permettant d'entourner son refrain sur les valeurs sociales canadiennes. Or, tout le monde sait que les caisses du gouvernement fédéral ne lui permettent pourtant plus longtemps de jouer les intégristes en ce qui a trait à l'universalité du système de santé. En deux ans, le gouvernement fédéral réduira de 7,5 milliards ses paiements de transferts aux provinces destinés à l'éducation et à la santé. Que ce débat fasse autant jaser et divise la profession médicale fait bien l'affaire d'Ottawa, refulant dans l'ombre son financement et les ratés dans la gestion et l'administration du système.

Privatiser ou pas. Est-ce vraiment là la seule réponse à apporter pour panser les plaies du système de santé?

INDEX		MÉTÉO	
Agenda.....B6			Montréal Ensoleillé et chaud. Brumeux le matin. Max: 29
Avis publics.....B4			Québec Ensoleillé. Max: 27
Classées.....B6			Détails en B 4
Culture.....B8			
Économie.....B2			
Éditorial.....A6			
Le monde.....A5			
Mots croisés.....B6			
Les sports.....B5			

MONTRÉAL

Rétablir le péage pour financer la taxe régionale, dit Forcillo

PAGE A 3



ÉCONOMIE

Espoir de survie pour La Presse Canadienne

PAGE B 2

LES RÉGIONS

L'UQAT inaugure ses nouveaux pavillons

PAGE B 1



La Commission doute du leadership de Boyle

Le général a songé à se retirer momentanément de ses fonctions de chef d'état-major

JOCELYN COULON
LE DEVOIR

Ottawa — La Commission d'enquête sur la Somalie s'est interrogée hier sur l'aptitude du chef d'état-major, le général Jean Boyle, à diriger les Forces armées canadiennes après qu'il eut admis avoir violé l'esprit de la Loi d'accès à l'information.

Le chef d'état-major avait reconnu la semaine dernière avoir violé l'esprit de la loi lorsqu'il n'avait pas informé un journaliste de la CBC que les documents qu'il recherchait avaient été rebaptisés au début de 1994. Le général s'était excusé et avait affirmé qu'il n'avait pas violé intentionnellement la loi.

Un officier avait révélé en mars dernier que ce chan-

gement de nom faisait partie d'un plan pour empêcher les journalistes d'avoir accès à des documents puis pour les détruire. Le colonel Geoff Haswell, qui était directeur militaire du département des Affaires publiques de la Défense nationale à cette époque, avait déclaré que ce plan avait été ourdi par le général Boyle, alors sous-ministre adjoint aux communications, l'ancien chef d'état-major, le général John de Chastelain, et l'ancien sous-ministre, Robert Fowler.

Cependant, le général Boyle a toujours nié avoir eu vent de ce plan. Mardi, le chef d'état-major avait jeté le blâme sur ses subordonnés pour ne pas l'avoir informé qu'ils avaient falsifié des documents avant de les re-

VOIR PAGE A 8: BOYLE

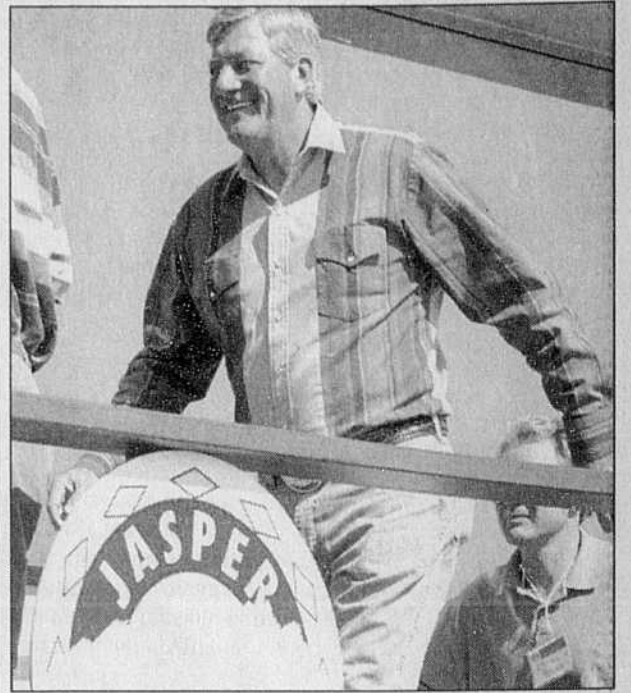


PHOTO PC
Le premier ministre ontarien Mike Harris a pris le train hier en compagnie des autres premiers ministres provinciaux du Canada anglais à destination de Jasper. All aboard!

Solidarité avec les sans-papiers



PHOTO AP

À L'APPEL de la gauche, des milliers de manifestants ont entouré hier l'église Saint-Bernard, à Paris, en appui aux 300 Africains sans papiers qui y sont réfugiés depuis 54 jours. Le gouvernement français — le premier ministre Alain Juppé a interrompu ses vacances pour rentrer d'urgence à Paris — a finalement accepté hier d'engager le dialogue avec ces Africains — une dizaine observent une grève de la faim — dont le geste a soulevé un débat national sur l'immigration illégale et le traitement des immigrants. Voir nos informations en page A 5.

Université de Montréal

La faculté de médecine annule *in extremis* l'initiation des nouveaux étudiants

Propos scabreux et de mauvais goût étaient au menu

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

La traditionnelle initiation des nouveaux étudiants en médecine a été annulée *in extremis* hier par la faculté de médecine de l'Université de Montréal, après que cette dernière eut pris connaissance de chansons scabreuses, d'un goût plus que douteux, que les organisateurs avaient pressé les futurs médecins d'apprendre.

Ce n'est qu'hier que les responsables de la faculté de

médecine ont été informés d'un envoi postal effectué la semaine dernière par les organisateurs de l'initiation auprès de tous les étudiants admis en année préparatoire, contenant des propos fort douteux. Pour tromper la vigilance des futurs initiés, les organisateurs ont même utilisé pour leur texte un papier portant l'en-tête officiel de la faculté, signé de noms fictifs, pour inciter les étudiants à se présenter à l'initiation en pensant

VOIR PAGE A 8: INITIATION

Conférence des premiers ministres

L'Alberta et l'Ontario jettent du lest

Le «train de l'unité» entre en gare; Lucien Bouchard lui a préféré l'avion

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Jasper (Alberta) — Les neuf premiers ministres provinciaux du Canada anglais continuent à chercher un nouvel équilibre entre les responsabilités du fédéral et des provinces, mais ils se sont empressés hier de rejeter le rapport Courchesne, qui avait été commandé par le gouvernement ontarien et qui voulait accentuer les pouvoirs des provinces en matières sociales.

Le premier ministre Ralph Klein de l'Alberta a bien pris soin hier soir de déclarer que ce rapport ne serait pas à l'ordre du jour de la conférence des premiers ministres qui s'ouvrira en début de soirée. M. Klein a émis ces commentaires à l'arrivée des premiers ministres à Jasper en début de soirée, au coeur des Rocheuses et au son des cornemuses.

Les neuf premiers ministres et les deux leaders des territoires avaient effectué en train le trajet d'Edmonton à Jasper, en l'absence de Lucien Bouchard, qui est arrivé en avion plus tard en soirée, ayant décidé de boycotter ce «train de l'unité», comme on l'appellait dans l'entourage de M. Klein.

Et selon M. Klein, hôte de cette rencontre, les neuf premiers ministres ont poursuivi dans le train la discus-

VOIR PAGE A 8: LEST

■ Brassard dénonce le «paternalisme» d'Ottawa (page A 4)

LE MONDE

Tchéchénie: le général Lebed conclut une trêve

PAGE A 5

Les chaînes de l'esclavage enfantin

Des bars de Patpong aux ghettos d'Amérique, plusieurs millions d'enfants prostitués

La Belgique enterre aujourd'hui Julie et Melissa, deux petites victimes de Marc Dutroux, et mobilise de gros moyens techniques et humains pour fouiller les nombreuses maisons du «monstre de Charleroi» et retrouver deux adolescentes, An et Effe, enlevées il y a tout juste un an. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont attendues pour la messe célébrée en la basilique Saint Martin de Liège. Plusieurs dizaines de tentatives d'enlèvements d'enfants pourraient être imputées à Marc Dutroux, a annoncé hier la radio belge Bel-RIL. La justice belge continue de privilégier la piste d'un réseau pédophile aux ramifications internationales dans lequel Marc Dutroux serait un intermédiaire.

JEAN PIERRE LANGELLIER
LE MONDE

Chaque année, un million d'enfants — c'est-à-dire des mineurs de moins de dix-huit ans selon la définition des Nations unies — sombrent dans la prostitution. Ce

seul chiffre justifie amplement la réunion à Stockholm, du 27 au 31 août, du premier Congrès mondial «contre l'exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales». L'intitulé de cette réunion est

délibérément assez large pour englober toutes les formes de commerce du sexe: trafic et vente d'enfants, prostitution proprement dite, tourisme sexuel, pédophilie, pornographie.

Les organisateurs tiennent l'exploitation sexuelle des enfants pour l'une des pires formes de l'esclavage contemporain. Dans la plupart des cas, le mot ne semble pas abusif. Des bars de Patpong, le quartier chaud de Bangkok, aux trottoirs du Brésil, des ghettos d'Amérique aux bordels de Bombay, les enfants prostitués ont perdu prise sur leur destin.

Maltraités, malades, endettés, exploités, drogués, ils n'ont — sauf miracle — aucune chance de briser leurs invisibles chaînes ni d'échapper, le plus souvent, à une mort d'adolescent.

Certaines des fillettes enlevées à l'âge de dix ou douze ans — et parfois moins —, dans les villages

VOIR PAGE A 8: PROSTITUTION

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

La photo gagnante



CHRISTIANE HAMELIN, pour la photo ci-dessus, a remporté le 1^{er} prix du concours KINSA (Kodak) Le Devoir Passez à l'action. Suzanne Hicks a remporté le 2^e prix, François Dusseau, le troisième. Des mentions ont par ailleurs été décernées à Renaud Blais, Jean G. Lengellé, Geneviève Dorion-Coupal, Denis Robitaille et France Fournier.

LEST

Klein dit avoir hâte de connaître la position de Bouchard

SUIITE DE LA PAGE 1

sion amorcée en juin lors de leur précédente rencontre, discussion qui a trait au nouvel équilibre à définir entre les rôles et les responsabilités des gouvernements fédéral et provinciaux.

Aujourd'hui et demain, donc, ils entendent approfondir cette question, en étudiant l'impact des compressions fédérales dans les paiements de transferts, et la nécessité, en échange, de laisser plus de souplesse aux provinces en matière de prestation de services et d'établissement de normes nationales.

Selon la déclaration émise hier soir, les premiers ministres ajoutent que les provinces doivent participer à l'élaboration et à la mise en oeuvre de normes nationales, dans le cadre d'une discussion sur les politiques sociales.

Ralph Klein a ajouté hier qu'il avait hâte d'entendre la position de Lucien Bouchard sur cette question, puisque «M. Bouchard s'est dit très heureux avec l'ordre du jour (prévu)», dit-il. Le premier ministre québécois s'est refusé hier soir à faire quelque commentaire que ce soit sur les enjeux de la conférence.

Mais tout en réitérant leur désir de refaire le rapport de force entre le fédéral et les provinces, les premiers ministres ont fait savoir qu'ils n'entendaient aucunement endosser le rapport Courchesne présenté la semaine dernière en Ontario, qui avait été envoyé aux participants par le premier ministre Harris.

«Ce rapport n'est pas inscrit à l'ordre du jour de la conférence, a déclaré hier soir Ralph Klein. Et M. Harris nous indique que le rapport a été préparé seulement pour le gouvernement de l'Ontario».

Cet adoucissement dans la position des deux premiers ministres conservateurs a été obtenu par les premiers ministres qui voient toujours d'un bon oeil la présence fédérale dans les affaires des provinces.

La déclaration de M. Klein contrastait sérieusement avec son engagement d'obtenir du gouvernement fédéral qu'il cesse de dicter aux provinces leur ligne de conduite dans la gestion des programmes sociaux. Il a donc proposé à ses homologues de s'entendre entre eux pour prendre la place d'Ottawa.

Le rapport Courchesne proposait d'accorder une plus grande marge de manoeuvre aux provinces dans leurs juridictions respectives, en leur permettant d'édicter elles-mêmes, particulièrement en matière de santé, des normes nationales. Et ce par le biais d'une nouvelle structure.

Pour plusieurs observateurs, ce rapport était une première tentative de renouvellement du fédéralisme depuis le référendum québécois de l'automne dernier.

Les discussions véritables débutent à Jasper ce matin entre tous les premiers ministres, retirés dans un chic club de golf de cette célèbre destination touristique albertaine.

Avec Presse canadienne

INITIATION

«De tels propos sont complètement inacceptables et cela ne se chantera pas entre nos murs»

SUIITE DE LA PAGE 1

qu'il s'agissait d'une activité officielle.

Outrés par l'imbécillité et la vulgarité du texte des chansons qu'on les sommat d'apprendre, des étudiants ont contacté *Le Devoir* pour se plaindre de cet envoi.

«Mon ami et moi, nous avons eu la même réaction. Nos blondes et nos parents, tout le monde a eu cette réaction. Ce sont des propos qui n'ont pas leur place dans un établissement universitaire! En tous cas, il ne doit pas y avoir beaucoup d'étudiants qui ont le goût de participer à ce genre d'initiation», a dit l'un d'eux, tenant à conserver l'anonymat.

La prose libidineuse de ces auteurs juvéniles ne méritant pas d'être reproduite, nous soulignerons seulement qu'elle faisait l'éloge de la masturbation et décrivait avec insistance et force de détail les moyens suggérés aux nouveaux étudiants pour contenter sexuellement leurs aînés.

Hier matin, le vice-doyen aux études de premier cycle à la Faculté de médecine, le Dr Claude Morin, s'est dit outré par le contenu de cet envoi. Même si la Faculté de médecine a toujours consenti à ce que les étudiants disposent d'une période pour organiser l'initiation des nouveaux venus, cette dernière n'était au courant ni de l'envoi, ni de son contenu hautement sulfureux. Et non plus du fait que l'entête de la faculté avait été utilisé pour organiser le canular.

«De toute évidence, cela a été fait par quelques individus. De tels propos sont complètement inacceptables et cela ne se chantera pas entre nos murs. Nous nous dissociions complètement de cet envoi», a-t-il dit hier.

Après avoir rencontré des représentants de l'Association étudiante, le Dr Morin a décidé en après-midi d'annuler l'ensemble des activités d'initiation qui étaient prévues pour le mercredi 28 août. Une lettre de la faculté, faisant état de cet imbroglio et des raisons de l'annu-

lation de l'initiation, sera envoyée à la centaine d'étudiants qui étaient visés par ce canular.

Le vice-doyen a tenu à dissocier l'association étudiante de cette mauvaise farce et a déploré que la stupidité de quelques étudiants mène à l'abandon de l'initiation. «D'ordinaire, nous faisons confiance aux étudiants et tout se passe bien. A partir de l'an prochain, je crois que nous allons faire en sorte de trouver une journée de congé pour que tout cela se fasse à l'extérieur du campus et en dehors des heures prévues pour les cours», a-t-il ajouté.

Les auteurs du texte scabreux sont restés introuvables hier, de même que les responsables de l'initiation.

Visiblement mal à l'aise, le président de l'Association des étudiants de médecine de l'Université de Montréal, François Aumont, a soutenu ne pas être au courant du contenu des refrains suggestifs préparés par les organisateurs. «Cela s'en va à la poubelle. Ça n'a été approuvé ni par la faculté ni par nous. Nous tenons à nous dissocier de ces propos. Cela est en effet de très mauvais goût», a-t-il dit, après en avoir pris connaissance.

Ce dernier s'est par ailleurs dit déçu que l'initiation, qui se déroule toujours sans anicroches, tombe à l'eau en raison du manque de jugement de quelques individus.

Depuis quelques années, plusieurs incidents ont fait mauvaise presse aux initiations exercées dans diverses universités. Certains étudiants se sont plaints d'avoir été contraints d'effectuer des gestes humiliants et dégradants. Les pratiques de certains bataillons, qui ont plongé l'armée canadienne dans la tourmente au cours de la dernière année, n'ont pas aidé à redorer le blason de ces rites d'accueil. Chose certaine, la faculté de médecine risque d'être échaudée par cette affaire. «Cela devient très agaçant, a dit le Dr Morin. Il suffit toujours de quelques excités pour faire mal tourner les choses.»

BOYLE

«Je me sens très à l'aise dans mes fonctions de chef d'état-major»

SUIITE DE LA PAGE 1

mettre au journaliste. Si cette affaire l'éclabousse aujourd'hui, avait dit le général, c'est qu'il a fait confiance à des subordonnés «malhonnêtes» dans leur gestion du processus d'accès à l'information.

Hier, un des commissaires, Robert Rutherford, un vétéran de la Seconde Guerre mondiale, a dit redouter les conséquences que pouvait avoir sur les Forces armées l'admission faite par le général qu'il avait violé l'esprit de la loi.

Le commissaire a demandé au général si les simples soldats pouvaient éviter des mesures disciplinaires en «plaidant *mea culpa* et avouant qu'ils avaient seulement brisé l'esprit de la loi». Le général a répondu qu'ils ne le pouvaient pas.

Le commissaire lui a alors demandé s'il pouvait «maintenir l'ordre et la discipline au sein des Forces armées maintenant qu'il avait admis avoir violé l'esprit de la loi».

Le général Boyle a répondu qu'il était en mesure de diriger les Forces armées puisqu'il n'avait pas violé intentionnellement la loi.

«Oui, je peux maintenir l'ordre au sein des Forces armées. [...] Je me sens très à l'aise dans mes fonctions

de chef d'état-major», a-t-il dit.

Au cours des auditions d'hier, le président de la commission, le juge Gilles Létourneau, a demandé au général ce qu'il pensait de la notion de leadership telle que définie par Jacques Dextraze qui fut chef d'état-major des Forces armées entre 1972 et 1977. Le juge a lu un extrait d'un article que Dextraze avait publié en 1973.

«Cela [le leadership] veut dire qu'on doit toujours accepter la responsabilité [...] pour les erreurs et les échecs de nos subordonnés. S'ils échouent, c'est de notre faute [...]. Il ne faut pas rejeter le blâme sur les échelons inférieurs.»

Le juge Létourneau a demandé au général s'il acceptait cette définition du leadership. Le général a répondu positivement. «Alors, a dit le juge, acceptez-vous la responsabilité des gestes [faits] par vos subordonnés» au sujet de la falsification des documents.

Le général a répondu qu'il assumait toute la responsabilité de l'affaire mais qu'on ne pouvait pas le considérer comme l'auteur de la faute, faisant ainsi une distinction entre la responsabilité et l'imputabilité.

Je ne peux pas être accusé d'une chose dont je n'étais pas au courant,

a dit en substance le général.

Lorsque le commissaire Peter Desbarats lui a demandé s'il avait pensé prendre congé de ses fonctions de chef d'état-major pendant la durée des auditions de la commission d'enquête, le général a dit oui.

Le général a affirmé qu'il avait songé se retirer momentanément pour que la différence entre ses responsabilités personnelles et celles découlant de son poste de chef d'état-major dans l'affaire de Somalie soit claire.

«Est-ce que je pouvais être Jean Boyle et en même temps être le chef d'état-major?», a-t-il dit. La réponse était oui. Les collègues que j'ai consultés m'ont dit de rester mais d'être prudent.»

Le général a affirmé qu'il avait discuté de cette question avec le ministre de la Défense nationale, David Collenette, et que celui-ci lui avait demandé de rester.

En début de matinée, l'avocate de la commission, Barbara McIsaac, a interrogé le général sur les événements entourant la tentative de destruction des documents falsifiés. A la fin août et au début de septembre 1995, les officiers qui avaient en 1993-1994 falsifiés des documents ont voulu détruire les originaux

lorsque la commission d'enquête a réclamé tous les documents sur l'affaire de Somalie. Ils craignaient que le journaliste de la CBC ne consulte ces originaux et s'aperçoive qu'on lui avait donné des documents falsifiés.

Dès le 5 septembre 1995, plusieurs officiers du département des Affaires publiques se sont opposés à la destruction des papiers et ont informé leurs supérieurs des intentions du groupe d'officiers en question.

L'avocate a demandé au général s'il avait eu connaissance de cette affaire de destruction de documents avant le 21 septembre, date à laquelle il dit en avoir été informé. Le général a répondu que personne, au sein du département des Affaires publiques, ne l'avait contacté pour l'informer de l'affaire. Le général a toutefois affirmé à l'avocate qu'il avait rencontré, entre le 5 et le 21 septembre, plusieurs des officiers impliqués dans cette affaire.

Selon le général, les officiers supérieurs qui étaient déjà au courant de cette affaire de destruction auraient dû le prévenir.

«Je ne sais pas ce qui s'est passé, a-t-il dit. Je ne sais pas où l'information a été bloquée.»

PROSTITUTION L'Asie est le continent le plus touché

SUIITE DE LA PAGE 1

des minorités ethniques du nord de la Thaïlande, porteront toute leur vie les cicatrices des tortures qui ont précédé ou suivi leur «initiation» violente: coups répétés, brûlures de cigarette, voire mutilations. A Kamathipura, le principal quartier «rouge» de Bombay, où entre 45 % et 70 % des 60 000 prostituées sont séropositives, celles-ci ne quittent leur lit de travail et leur emploi que lorsqu'on les chasse, parce que trop vieilles ou sidérées.

Selon les estimations de l'UNICEF et des organisations non gouvernementales spécialisées, l'Asie est le continent le plus touché, de l'Inde (300 000 enfants prostitués) au Cambodge (2000) en passant, dans l'ordre décroissant, par la Chine, la Thaïlande, les Philippines, le Népal, le Sri-Lanka et quelques autres pays. Si les filles restent, de très loin, les premières victimes, les garçons sont de plus en plus nombreux. Tous sont de plus en plus jeunes, la peur du sida pous-

sant les «consommateurs» à réclamer des enfants vierges, à peine ou non pubères. Physiquement plus vulnérables que leurs aînés, et ayant plus de «clients» qu'eux, ces enfants sont plus exposés aux maladies sexuellement transmissibles, dont le sida.

La prostitution enfantine rapporte gros, et aux moindres risques, à ceux qui la gèrent: sans doute plusieurs milliards de dollars par an. C'est une activité économique et criminelle florissante qui, depuis le village où un enfant est enlevé jusqu'au bordel où il échoue, implique toute une chaîne d'intermédiaires, trafiquants, financiers jusqu'à des spécialistes du «marketing» qui compromettent des policiers et corrompent des politiciens.

C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment. Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pé-

dophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les «crocodiles». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse. La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les États à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux.

Les États-Unis, l'Australie et de nombreux pays européens se sont déjà dotés d'une telle législation. Paradoxalement, dans certains pays, les lois en vigueur punissent les enfants plus sévèrement que leurs exploités. Il s'agit également d'accroître la coopération interpolicière. Mais la répression se heurte à la dif-

ficulté de produire des preuves tangibles. Sans compter l'indifférence et le manque de volonté politique de nombreux gouvernements.

En outre, dans ce domaine aussi, la loi court après l'évolution technologique. Comment réprimer la pornographie livrée à domicile avec Internet? Faut-il la combattre, sous sa forme la plus récente, la «pornographie virtuelle», où n'interviennent que des images de synthèse? Non, disent les uns, puisque qu'aucun être vivant n'est exploité. Si, rétorquent les autres, car celle-ci favorise, au bout du compte, la prostitution enfantine.

Mais c'est, bien sûr, la prévention qui prime. Rude et longue tâche qui mêle formation et information, éducation et progrès économique, dans le cadre d'une lutte contre la pauvreté, l'ignorance, les préjugés. Cette prévention devrait privilégier le soutien à la famille, qui reste la «première ligne de défense» de l'enfant. Lorsque celle-ci s'effondre, il n'est plus qu'une proie offerte au crime.

FONDATION DEROUIN
UNE RELATION PRIVILÉGIÉE AVEC DES ARTISTES DES TROIS AMÉRIQUES

UNE GALERIE D'ART - UNE SALLE DE CONFÉRENCE - UN CENTRE DE DOCUMENTATION
UN SITE EN VERSANT DE MONTAGNE OU L'ART S'INTÈGRE AUX LIEUX

INTÉGRATION AUX LIEUX
DU 13 JUILLET AU 15 SEPTEMBRE 1996

UN TERRITOIRE SANS FRONTIÈRE
EXPOSITION À LA GALERIE DU VERSANT:
Helen Escobedo, Pierre Leblanc, Claude Beausoleil et René Derouin

INSTALLATIONS SUR LE SITE DES OEUVRES DE:
Helen Escobedo, Pierre Leblanc et René Derouin

VISITES GUIDÉES TOUS LES SAMEDIS ET DIMANCHES

INVITÉS DES ÉVÉNEMENTS DE L'ÉTÉ 1996:
HELEN ESCOBEDO, CHRISTIAN MORISSONNEAU, GRACIELA SCHMILCHUK BRAUN, ROLAND ARPIN, PIERRE LEBLANC, CLAUDE BEAUSOLEIL, JOCELYNE CONNOLLY et RENÉ DEROUIN

À UNE HEURE DE MONTRÉAL
1303, Montée-Gagnon, Val-David (Qc) J0T 2N0
Montréal: Téléphone 524-6937 et télécopieur (514) 524-3020
Val-David: Téléphone et télécopieur (819) 322-7167

Ouvert du jeudi au dimanche de 11 h à 19 h

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION: (514) 985-3333

PUBLICITÉ
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / Télécopieur (514) 985-3390
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

Les numéros de téléphone suivants
sont valables pour le service
de livraison par camelot et
pour les abonnements postaux.

SERVICE DES ABONNEMENTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559

LE DEVOIR

LES SPORTS

BASEBALL

LIGUE NATIONALE

Mardi

Chicago 8 Floride 1
New York 7 San Francisco 3
Atlanta 4 Cincinnati 1
Houston 9 Pittsburgh 4
San Diego 3 Montréal 0
Philadelphie 3 Los Angeles 1
Colorado 5 St. Louis 4 (13 m)

Hier

Florida à Chicago
New York à San Francisco
Cincinnati à Atlanta
Pittsburgh à Houston
St. Louis au Colorado
Philadelphie à Los Angeles
Montréal à San Diego

Aujourd'hui

St. Louis (Morgan 4-6)
à Colorado (Bailey 1-2), 15h05
Cincinnati (Smiley 11-10)
à Atlanta (Wade 4-0), 19h40
Pittsburgh (Bielecki 4-2)
à Houston (Kile 10-7), 20h05
Philadelphie (Williams 4-11)
à Los Angeles (Astacio 7-7), 22h05
Montréal (Fassero 12-7)
à San Francisco (Watson 8-10), 22h05

(Parties d'hier non comprises)

Section Est

	G	P	Moy.	Diff
Atlanta	78	46	.529	—
Montréal	67	57	.540	11
New York	59	68	.465	20 1/2
Florida	58	68	.460	21
Philadelphie	51	75	.405	28

Section Centrale

	G	P	Moy.	Diff
Houston	68	58	.540	—
St. Louis	67	58	.536	1/2
Cincinnati	62	61	.504	4 1/2
Chicago	62	62	.500	5
Pittsburgh	52	73	.416	15 1/2

Section Ouest

	G	P	Moy.	Diff
San Diego	69	59	.539	—
Los Angeles	66	59	.528	1 1/2
Colorado	64	62	.508	4
San Francisco	53	70	.431	13 1/2

Meilleur deuxième

	G	P	Moy.	Diff
Montréal	67	57	.540	—
St. Louis	67	58	.536	1/2
Los Angeles	66	59	.528	1 1/2

LIGUE AMÉRICAINE

Mardi

Boston 4 Oakland 3
Baltimore 4 Seattle 1
Detroit 16 Chicago 11
New York 17 Californie 6
Minnesota 12 Milwaukee 7
Cleveland 10 Texas 4
Toronto 6 Kansas City 5 (14 m)

Hier

Californie à New York
Milwaukee au Minnesota
Chicago à Detroit
Oakland à Boston
Texas à Cleveland
Seattle à Baltimore
Toronto à Kansas City

Ce soir

Oakland (Prieto 4-5)
à Boston (Clemens 6-11), 19h05
Californie (Finley 11-12)
à New York (Rogers 10-6), 19h35
Seattle (Moyer 9-2)
à Baltimore (Coppinger 7-4), 19h35
Texas (Hill 13-7)
à Minnesota (Robertson 5-11), 20h05
Toronto (Hanson 10-15)
à Chicago (Fernandez 12-7), 20h05
Detroit (Thompson 0-2)
à Kansas City (Belcher 12-7), 20h05

(Parties d'hier non comprises)

Section Est

	G	P	Moy.	Diff
New York	72	52	.581	—
Baltimore	66	58	.532	6
Boston	62	64	.492	11
Toronto	57	69	.452	16
Detroit	43	82	.344	29 1/2

Section Centrale

	G	P	Moy.	Diff
Cleveland	76	50	.603	—
Chicago	69	58	.543	7 1/2
Minnesota	63	62	.504	12 1/2
Milwaukee	59	68	.465	17 1/2
Kansas City	58	69	.457	18 1/2

Section Ouest

	G	P	Moy.	Diff
Texas	72	54	.571	—
Seattle	64	60	.516	7
Oakland	62	66	.484	11
Californie	57	68	.454	14 1/2

Meilleur deuxième

	G	P	Moy.	Diff
Chicago	69	58	.543	—
Baltimore	66	58	.532	1 1/2
Seattle	64	60	.516	3 1/2

LES EXPOS

(Partie d'hier non comprise)

Au bâton

	AB	PC	CS	PP	C	BV	M.
Moises Alou	423	73	119	80	17	8	281
Shane Andrews	314	41	81	61	17	3	258
Tony Barron	1	0	0	0	0	0	0.000
Yamil Benitez	8	0	1	0	0	0	.125
Darrin Fletcher	328	40	93	55	12	0	284
Cliff Floyd	186	23	44	20	5	2	237
Mark Grudzielanek	506	83	154	37	5	24	304
Mike Lansing	490	81	148	46	10	7	302
Rob Lukachyk	2	0	0	0	0	0	0.000
Sherman Obando	160	25	40	20	7	2	250
Henry Rodriguez	439	72	121	88	30	2	276
F. P. Santangelo	285	42	80	45	5	4	281
Rick Schu	4	0	0	0	0	0	0.000
David Segui	285	44	79	35	5	2	277
Dave Silvestri	145	15	33	16	1	2	228
Tim Spehr	41	4	4	3	1	1	0.98
Andy Stankiewicz	68	11	18	4	0	1	265
Lenny Webster	119	10	25	12	0	0	210
Rondell White	204	23	64	30	5	8	314

Au monticule

	G	P	VP	ML	PM	BB	R	MPM
Tavo Alvarez	1	1	0	16.0	7	10	5	3.94
Derek Aucoin	0	1	0	2.2	1	1	1	3.38
Rhéal Cormier	7	9	0	151.0	69	40	93	4.11
Omar Daal	1	2	0	59.1	21	25	51	3.19
Mike Dyer	5	5	2	61.2	30	42	4.38	
Jeff Fassero	12	7	0	180.0	58	43	175	2.90
Jeff Juden	4	0	0	55.1	25	27	45	4.07
Mark Leiter	7	10	0	162.0	92	56	129	5.11
Dave Leiper	0	0	0	2.0	0	1	0	0.00
Barry Manuel	2	1	0	71.2	26	25	52	3.27
Pedro Martinez	10	8	0	167.1	81	53	161	4.36
Alex Pacheco	0	0	0	5.2	1	1	7	11.12
Jose Paniagua	1	1	0	13.1	7	5	5	4.73
Mel Rojas	6	4	22	63.0	28	21	40	4.00
Ugueth Urbina	7	4	0	89.0	36	39	79	3.64
Dave Veres	4	3	4	60.1	33	24	61	4.93

SOCCER

LIGUE PROFESSIONNELLE A

Hier

Colorado à Rochester
Montréal à Seattle

(Parties d'hier non comprises)

	G	P	G	F	PTS	BP	BC
Montréal	13	4	4	43	33	14	28
Colorado	10	9	1	31	44	28	28
Seattle	9	10	3	30	24	19	28
Vancouver	7	10	3	24	23	28	28
Rochester	6	11	2	20	24	35	35
New York	5	12	3	18	23	35	35
Atlanta	3	13	0	9	11	33	33

Player's à nouveau associé au Grand Prix du Canada

GUY ROBILLARD
PRESSE CANADIENNE

L'étape montréalaise du championnat du monde de F1 s'appellera pour au moins les cinq prochaines années le Grand Prix Player's du Canada.

Il s'agit d'un retour aux sources puisque le tout premier Grand Prix du Canada, présenté au circuit Mosport en 1967, s'appelait le Grand Prix Player's. La compagnie monténaise a été commanditaire principal du Grand Prix jusqu'en 1971 et était demeurée impliquée comme commanditaire associé depuis ce temps.

En conférence de presse hier, le promoteur du Grand Prix Normand Legault n'a pas caché qu'il a offert la

commandite en priorité à Player's, dès l'annonce du retrait de Molson, «malgré le fait, a-t-il révélé, que cinq ou six autres entreprises étaient désireuses d'apposer leur nom à son événement de prestige». Jean-Paul Blais, le président de Player's, a d'ailleurs remercié Legault de lui avoir accordé ce premier choix.

Les détails de l'entente n'ont pas été dévoilés mais il s'agit d'une commandite à prix fixe.

Blais semblait radieux et il a insisté sur un point: cette commandite majeure n'est pas celle qui coûte le plus cher à sa compagnie pas plus que les tournois du Maurier de golf et de tennis.

Ce qui coûte le plus cher à Player's, a assuré son président,

c'est le programme de soutien aux jeunes pilotes canadiens et c'est de cela qu'il semble le plus fier.

Il n'était d'ailleurs pas question d'abandonner ses engagements envers les Greg Moore en IndyCar, David Empringham, Claude Bourbonnais et Bertrand Godin en Indy Lights, ou encore Patrick Carpentier et Alexandre Tagliani au championnat Player's-Toyota Atlantique, même si ces pilotes peuvent se retrouver dans une série en compétition avec la F2, comme c'est déjà le cas pour le premier. Player's supporte en tout une dizaine de pilotes canadiens et n'a rien laissé tomber après avoir perdu Jacques Villeneuve aux mains de Rothman's en F2.

«C'a même été une condition à la

commandite du Grand Prix», a insisté Blais, qui voit là une autre façon de venir en aide aux pilotes d'ici.

Mais quel est l'intérêt pour un fabricant de cigarettes, sans implication internationale, de dépenser autant d'argent en course automobile?

«C'est dans l'intérêt de notre compagnie, répond Blais. Le sport automobile était en train de déperir dans ce pays. C'est un sport qui a besoin d'aide parce qu'il coûte cher.»

Armand Torchia, qui s'occupe des relations publiques de Player's depuis des lunes, a pour sa part révélé que de nombreuses enquêtes ont démontré que le sport automobile convenait parfaitement au profil et à la personnalité propre du fumeur de Player's.

EN BREF

SOSA BLESSÉ

Sammy Sosa, le meilleur frappeur de circuits dans la Ligue nationale avec un total de 40, devra s'absenter de quatre à six semaines à cause d'une fracture au pouce de la main droite. Le voltigeur des Cubs de Chicago a été atteint à la main par un tir de Mark Hutton, des Marlins de la Floride, ce qui lui a permis de produire son 100^e point à la première manche d'un match disputé mardi. Il a quitté le jeu à la quatrième manche. Cette blessure met fin à une série de 304 matchs consécutifs de Sosa, à qui on ne concède que de faibles chances de revenir au jeu avant la fin de la saison.

SURIN CINQUIÈME

Le Montréalais Bruny Surin s'est contenté de la cinquième place hier à l'issue de la course de 100 mètres de la réunion d'athlétisme de Linz, en Autriche.

Il a effectué l'épreuve en 10 sec 24, derrière le vainqueur, le Nigérien Davidson Ezinwa (10 sec 01), qui a été suivi de l'Américain Dennis Mitchell (10 sec 06), de l'autre Nigérien Osmond Ezinwa (10 sec 09) et du Britannique Darren Campbell (10 sec 21). L'Américain Mike Marsh s'est classé sixième en 10 sec 28.

PIERRE ET BECKER ABSENTS

La Française Mary Pierce et l'Allemand Boris Becker seront les deux absents de marque des Internationaux de tennis des États-Unis qui débutent lundi à Flushing Meadows. Pierce, 12^e au classement WTA, a dû renoncer en raison d'une blessure à l'épaule droite. Becker, vainqueur des Internationaux australiens et n^o 5 mondial, est handicapé par des douleurs au poignet depuis Wimbledon. Il avait remporté ce tournoi en 1989.

OBREE ABANDONNE

L'Écossais Graeme Obree, victime d'une infection virale, ne pourra pas défendre son titre de champion du monde de poursuite sur piste la semaine prochaine à Manchester. L'entraîneur de l'équipe britannique Doug Dailey a déclaré hier: «Il souffre toujours de problèmes viraux et après une journée d'examen médicaux un spécialiste lui a conseillé de ne pas participer.» L'Écossais pourrait toutefois être rétabli à temps pour s'aligner dans l'épreuve de contre-la-montre sur route prévue en octobre à Lugano (Suisse). Les championnats du monde sur piste débutent mercredi prochain sur le vélodrome de Manchester.

INDURAIN INSCRIT AU TOUR D'ESPAGNE

L'Espagnol Miguel Indurain participera, contre son gré, au Tour d'Espagne 1996 prévu du 7 au 29 septembre, juste avant les championnats du monde sur route de Lugano en Suisse. «C'est la décision de l'équipe et je dois l'accepter, a regretté hier le Navarrais, champion du monde et olympique de contre-la-montre individuel. Je n'avais pas particulièrement envie de participer mais c'est l'équipe qui décide, a-t-il poursuivi, interrogé par la télévision espagnole. Physiquement je me sens bien mais psychologiquement non. Je prévoyais de prendre des vacances.» Indurain n'a plus participé à la Vuelta depuis 1991. Il avait alors terminé deuxième derrière Melchor Mauri, son meilleur résultat dans ce Tour.

Internationaux de tennis masculin du Canada

Nestor surprend Muster

Lareau succombe au 2^e tour

Un scientifique sud-africain se lève: «Légaliser les drogues»

Le Cap (Reuter) — Pour en finir avec l'éternelle question «qui triche et qui joue le jeu?», un scientifique sud-africain a proposé d'exorciser l'un des vieux démons du sport en légalisant les produits dopants.

Dans les colonnes de la revue *South Africa Sports Illustrated*, le docteur John Hawley, directeur d'un laboratoire à l'Institut des sciences du sport du Cap, explique qu'il est aujourd'hui impossible de savoir si un athlète est «propre» ou s'il utilise des produits anabolisants.

«Lorsqu'un sportif se tient debout sur le podium, je ne sais pas si c'est lui ou les stéroïdes qui sont récompensés», affirme Hawley.

Quinze jours après la fin des Jeux olympiques d'Atlanta, la question du contrôle des athètes se pose, selon lui, avec la même, sinon une plus grande acuité.

«On ne peut pas ignorer le problème. Il ne fait aucun doute que les substances dopantes entrent pour une grande part dans les performances supérieures aujourd'hui, poursuit Hawley. Je ne veux citer aucun nom mais si vous observez la morphologie de certains de ces types... On ne se forge pas de tels muscles pectoraux en faisant de la musculation.»

La conclusion du Dr Hawley s'impose d'elle-même: pour rétablir un semblant d'égalité, il suffit de légaliser l'usage des stéroïdes et autres substances améliorant les performances physiques.

«Aussi condamnable du point de vue éthique et moral que cela soit, je crois en fait que c'est la solution», ajoute-t-il péremptoire.

Désespérant de parvenir à un contrôle efficace, Hawley souligne que le laboratoire installé aux Jeux d'Atlanta a surtout été un exercice de relations publiques.

«On a voulu faire croire au public que les stéroïdes aident les athlètes dans la semaine précédant la compétition, mais ce n'est pas cela, explique-t-il. Les stéroïdes servent lors des entraînements pendant les mois d'hiver, longtemps avant les compétitions.»

«Si les athlètes arrêtent de prendre des stéroïdes trois mois avant, ils ne seront pas contrôlés positifs.» Tirant la conclusion de ce constat, le docteur Hawley affirme que les limites de la simple performance humaine ont été depuis longtemps dépassées.

Toronto (PC) — Le Canadien Daniel Nestor a surpris le premier favori Thomas Muster, de l'Autriche, 6-3, 7-5 en deuxième ronde des Internationaux du Maurier, hier soir, couronnant une journée au cours de laquelle six têtes de série ont roulé.

Nestor, un spécialiste du double classé en 123^e position en simple, a sorti du tournoi le numéro deux mondial à la grande satisfaction de la foule qui a soutenu son héros local.

C'est la plus grosse victoire de Nestor depuis qu'il a défait le Suédois Stefan Edberg il y a quatre ans à Vancouver dans un match de la Coupe Davis.

«J'ai patienté longtemps avant de savourer un autre moment magique, a dit Nestor. J'ai déjà obtenu de bons résultats, mais c'est assurément le plus satisfaisant depuis longtemps.»

«Et il n'y avait pas de meilleur endroit qu'ici, à la maison, pour accomplir l'exploit.»

Le deuxième favori Goran Ivanisevic, de la Croatie, a aussi connu une fin abrupte, perdant 6-7 (3-7), 6-4, 6-4 face à Mikael Tillstrom, de la Suède. Ivanisevic, sixième joueur mondial, aura également le temps d'apporter des ajustements à son jeu en vue des Internationaux des États-Unis la semaine prochaine parce qu'il a perdu son premier match de double mardi.

Tillstrom, 44e joueur mondial, se mesurera maintenant à l'Américain Alex O'Brien, un des meilleurs joueurs actuellement sur le circuit de l'ATP.

Lareau dans le décor

Par ailleurs, l'Australien Todd Woodbridge a défait Sébastien Lareau, le Canadien le mieux classé en simple avant le tournoi, 6-3, 1-6, 6-3.

Woodbridge, qui a éliminé son coéquipier de double Mark Woodford en première ronde, est 43^e au monde. Lareau, de Boucherville, occupe le 155^e rang.